



Analyse géographique de l'intégration régionale euroméditerranéenne

Pierre Beckouche

► To cite this version:

Pierre Beckouche. Analyse géographique de l'intégration régionale euroméditerranéenne. GDR "EMMA": Le Partenariat euro-méditerranéen : construction régionale ou dilution dans la mondialisation ?, May 2006, Istanbul, Turquie. hal-00382673

HAL Id: hal-00382673

<https://hal.science/hal-00382673>

Submitted on 11 May 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Analyse géographique de l'intégration régionale euroméditerranéenne

Pierre BECKOUCHE
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
beckouch@univ-paris1.fr

Ce texte dresse une géographie économique de la région européenne, définie par l'Europe occidentale et orientale, les NEI occidentaux, l'Afrique du Nord, la Turquie, le Proche et le Moyen Orient. Il montre l'intérêt de comparer cette région aux autres grandes régions du monde, qui sont en train de s'intégrer selon le modèle du « régionalisme Nord-Sud » (section 1). La région européenne, et en particulier sa dimension transméditerranéenne, s'intègre elle aussi à plusieurs égards : considérée sur la longue période, la convergence l'emporte sur la divergence ; la polarisation exercée par l'Europe occidentale y est très puissante ; le degré d'intégration intra-zone est saisissant en matière de flux migratoires, de mouvements d'avion, de tourisme, de commerce (section 2). Mais parmi ses différentes faiblesses, l'intégration méditerranéenne pâtit surtout de l'absence d'un système productif régional, très nettement en voie de constitution en Asie orientale, en Amérique, et entre l'Ouest et l'Est du continent européen (section 3).

1. Deux modèles de régionalisation

La régionalisation de la mondialisation fait l'objet de travaux croissants, qu'ils soient descriptifs, normatifs ou prescriptifs.

1.1. Les souhaits : une vogue régionale pour la re-régulation

Sur le plan normatif, et sans en revenir aux travaux fondateurs de Mundell et MacKinnon sur les zones monétaires optimales, on peut se rapporter à un récent rapport de la Cnuced (Mashayekhi 2005) qui rappelle les questions posées par la multiplication des accords régionaux (RTAs-Regional Trade Agreements)¹ :

- celle de la création de commerce ou du détournement (*creation* vs *diversion*) nés de ces accords, autrement dit la question de l'adéquation avec les règles de l'OMC et de la compatibilité avec le libre-échange multilatéral
- celle des coûts bureaucratiques, notamment dans les cas dans l'Aléna ou de l'UE
- celle du risque de conflits commerciaux et potentiellement politiques entre blocs régionaux
- celle de la dissymétrie entre les pays, que ce soit au sein des zones d'accord ou pour les petits pays à faible capacité de négociation qui sont marginalisés par la multiplication des accords ou par les barrières à l'entrée.

Sur le plan prescriptif, les travaux récents suggèrent souvent de donner un rôle croissant au régionalisme. Aux yeux de leurs auteurs, le système multilatéral devrait se spécialiser dans la régulation d'un nombre décroissant de grandes questions générales comme celle des subventions agricoles ou de l'arbitrage des grands différends commerciaux. Les RTAs auraient une prévalence croissante en matière d'accès commercial aux marchés des marchandises, des services *mais aussi* dans les autres domaines de la régulation internationale régionale : environnement, droits des travailleurs,

¹ on comptait 285 RTAs notifiés par l'OMC fin 2003 dont 215 en vigueur en 2005 ; on s'approchera de 300 en 2007. La Mongolie mise à part, tous les membres de l'OMC sont engagés dans au moins un RTA.

procédures harmonisées de sécurité sociale, mobilité des travailleurs, reconnaissance mutuelle des diplômes..., ce qu'on appelle « les accords au-delà des accords - beyond trade »².

L'idée essentielle est de confier à l'échelon régional une régulation perçue comme insuffisante globalement et difficilement réalisable à l'échelle du vaste monde, pour des raisons à la fois économiques (grande variété régionale des niveaux et contenus de développement et des préférences collectives, dimension régionale de certains biens publics comme le patrimoine culturel ou la lutte contre la pollution), techniques (trop grande complexité d'une gestion globale) et politiques (impossible légitimité d'institutions globales trop loin des peuples et des suffrages). L'hypothèse de coûts de transports croissants du fait du renchérissement actuel de l'énergie, conforte cette vision régionale.

Ce point de vue a commencé à se développer dans les années 1990 avec la multiplication des RTAs³. Il est repris par exemple par le rapport du Centre d'Analyse Economique sur la globalisation (Jacquet et al. 2001), ou encore par Charles-Albert Michalet (2004) pour qui « *l'intégration régionale semble être la forme de libéralisation des échanges qui correspond le mieux à la logique de la configuration globale des FMN* »⁴. Dans cette veine, l'IFRI (2002) estime qu'une intégration économique forte entre l'Europe et ses voisins russe et méditerranéens est une politique stratégique car elle est le seul scénario dans lequel le décrochage de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis cesserait de s'accroître⁵.

On pourrait résumer ces prescriptions de la façon suivante : après deux ou trois décennies d'une dérégulation qui a fait exploser le cadre national des règles de l'échange, le besoin de re-régulation trouve son échelle adéquate au niveau des grandes régions qui émergent dans la globalisation - Heribert Dieter (2006) parle de « regulatory regionalism ». Qu'il soit impulsé plutôt par les firmes ou plutôt par les Etats estime Richard Higott (in Dieter 2006), la caractéristique du régionalisme du 21^{ème} siècle est l'interaction entre l'économique et le politique. Alors que la régionalisation européenne du 20^{ème} siècle avait déconnecté ces deux sphères (cf la gradation de Ballassa), la régionalisation à l'ère de la globalisation les associe nécessairement car :

- les acteurs politiques se diversifient et interagissent de plus en plus (Etats, firmes, ONG)
- le changement des échelles de l'échange a des implications politiques et géopolitiques directes (par exemple la montée en puissance de l'économie de la Chine, qui a fait du commerce une arme voire l'arme de sa puissance)
- les débats sociaux se sont saisis de l'internationalisation des firmes et interfèrent dans leur régionalisation
- le dépassement de l'Etat-nation place la question de l'identité et donc de l'intervention des opinions publiques au cœur du processus de construction régionale.

² Azuelos *et al.* (2004) estiment que les populations se sont emparées de l'Aléna pour augmenter leur contrôle sur les relations économiques entre les trois partenaires, et que les multinationales elles-mêmes investissent le champ de la responsabilité sociale. Les contacts entre ONG des trois pays s'intensifient, dans tous les domaines : environnement, droits de l'homme, éducation, développement régional, droits des travailleurs, immigration, santé.

³ Voir par exemple le point de vue de Kimon Valaskakis, ancien ambassadeur du Canada à l'OCDE, dans *Futuribles* n°230, Avril 1998, « Mondialisation et gouvernance. Le défi de la régulation publique planétaire ».

⁴ Michalet 2004, p 125. Cette régionalisation facilite : la stabilité des conditions économiques générales par une ouverture préférentielle des barrières nationales aux entreprises de la région, par de possibles chartes de l'investissement, et par l'existence d'une monnaie commune (dollar, euro et yen pour les trois zones principales) ; la coordination des politiques publiques à l'échelle régionale en matière de transports avec la constitution d'un système de transport régional maillé, ou encore en matière de formation et de reconnaissance réciproque des diplômes ; la coordination des agences de régulation nationales, qui assureraient à l'échelle régionale un partenariat public-privé en matière de services au public.

⁵ Tendanciellement, l'Europe, même à 30, décroche des Etats-Unis dans les quatre volets de la puissance : économie, technologie, leadership culturel et militaire. Pour des raisons de proximité, elle est particulièrement exposée aux effets négatifs de l'insuffisance de développement des pays méditerranéens (migrations massives, extrémismes religieux, prolifération d'armes de destruction, rattrapage technologique rendu difficile par la privatisation progressive de la connaissance notamment dans les technologies de l'information et du vivant). La coordination économique, commerciale, culturelle et environnementale entre l'Europe et ses voisins serait la condition d'une réduction très sensible du retard de l'Europe mais aussi des pays arabes et de la Russie.

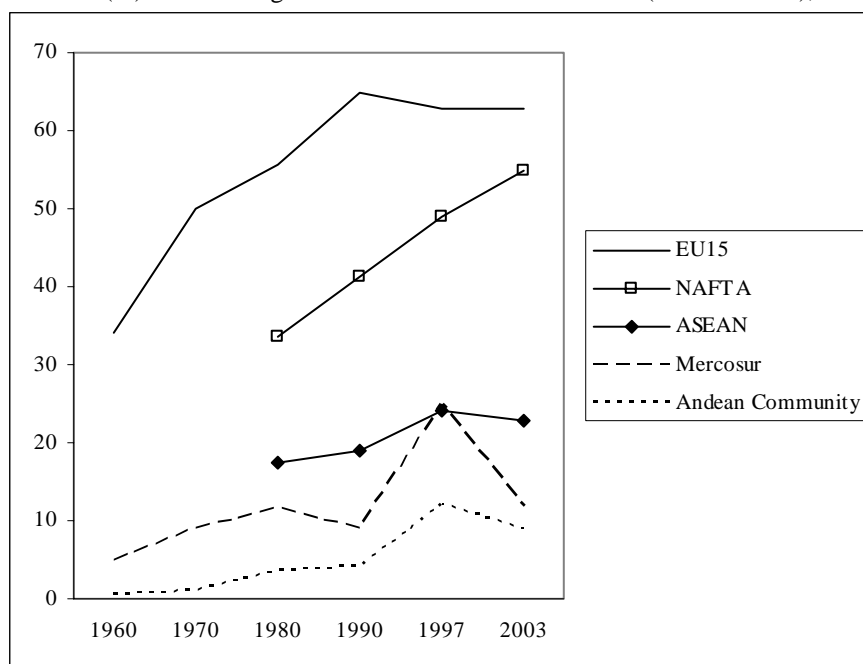
1.2. Les faits : des régions Nord-Sud

Mais au fait, ces grandes régions émergent-elles clairement ? C'est sans doute sur le plan descriptif que les choses restent le plus incertaines, ne serait-ce que parce qu'il est difficile de délimiter géographiquement les régions « naturelles » ou « fonctionnelles ». On dispose la plupart du temps de données sur l'intégration commerciale, et, de plus en plus, sur les flux d'investissements directs, au sein des RTAs. Mais on trouve plus rarement des analyses ne partant pas de l'a priori spatial des RTAs, et recourant à une analyse géographique systématique des flux internationaux existants et de leur régionalisation. Et quand cette analyse existe⁶, elle pâtit de la rareté encore trop grande des matrices de flux comme ceux des différentes formes d'aide, des remises migratoires, et même des migrations qui sont très inégalement renseignées d'une région à l'autre.

1.2.1. Les quatre enseignements de la géographie des RTAs

L'examen des échanges internes aux RTAs apporte tout de même plusieurs enseignements. Le premier est celui de l'intégration économique tendancielle indiscutable de ces régions sur la période longue – dès avant la signature des accords de libre-échange régionaux, ce qui donne du crédit à la thèse d'une régionalisation de fond. Le commerce intra régional, au sens de intra-RTAs, a atteint aujourd'hui 50% des importations mondiales de marchandises (fig.1).

Figure 1. Part (%) de l'intra régional dans le commerce extérieur (marchandises), 1960-2003



Sources: ELAC Database, FMI et OMC / Mikio KUWAYAMA in (Mashayekhi 2005)

Un deuxième enseignement est que ces accords redessinent largement la géographie des représentations régionales – et notamment continentales. Les RTAs associent en effet différents continents : Europe / Afrique du Nord, Etats-Unis / Jordanie ou Maroc, Etats-Unis / Amérique centrale et Caraïbe, etc. Au-delà de l'intégration Etats-Unis / Mexique, on assiste selon Weintraub (in Azuelos 2004) à l'effacement progressif des l'héritage géographique des trois empires anglais, français et espagnol en Amérique du Nord et centrale voire du Sud : la généralisation du bilinguisme anglais-espagnol rapproche l'univers culturel des décideurs ; les systèmes de formation se rapprochent, les élites sont formées aux mêmes écoles nord-américaines, le nombre de dirigeants politiques issus du monde des affaires formés aux Etats-Unis ou ayant vécu aux Etats-Unis s'accroît⁷.

⁶ voir à cet égard la communication de Clarisse Didelon et Yann Richard qui, comme l'auteur de la présente communication, s'appuient sur les travaux menés dans le cadre du programme « ESPON-Europe in the world » de la Commission européenne, coordonné par l'UMS Riate.

⁷ Par exemple le Président mexicain Vincente Fox était l'ancien patron de Coca-Cola Mexique

Un troisième enseignement, lié au précédent, est que cette nouvelle géographie commerciale associe de plus en plus des pays du « Nord » et des pays du « Sud ». Du reste c'est beaucoup au titre de « régionalisme Nord-Sud » que la Cnuced prescrit la régionalisation. Parmi les nombreux avantages de ces accords Nord-Sud, elle relève le couplage entre libéralisation des services et libéralisation temporaire de la main d'œuvre du Sud et/ou reconnaissance des qualifications des travailleurs venus du Sud ; ou encore le développement, facilité par ces accords Nord-Sud, d'accords Sud-Sud – l'entrée de PED dans la régionalisation générant un processus d'acculturation dynamique. C'est aussi cette régionalisation Nord-Sud qui fonde le point de vue 'régionaliste' de Michalet. A ses yeux les régions Nord-Sud sont les territoires les plus favorables aux transnationales car elles facilitent : des possibilités d'implantations associant bas coûts de main d'œuvre et accès aux grands marchés centraux, (autrement dit flux d'IDE *et* flux commerciaux) ; la circulation des biens, des services et des capitaux selon des circuits internes aux firmes ; l'organisation des flux migratoires Sud-Nord.

Le quatrième enseignement est la différence des performances offertes par les deux grands modèles de régionalisation. Le premier, celui de l'Asie Orientale ou de l'Alena, le régionalisme Nord-Sud, présente des performances économiques beaucoup plus élevées que le second, celui de régions « homogènes-publiques » (exemple type : l'Union Européenne).

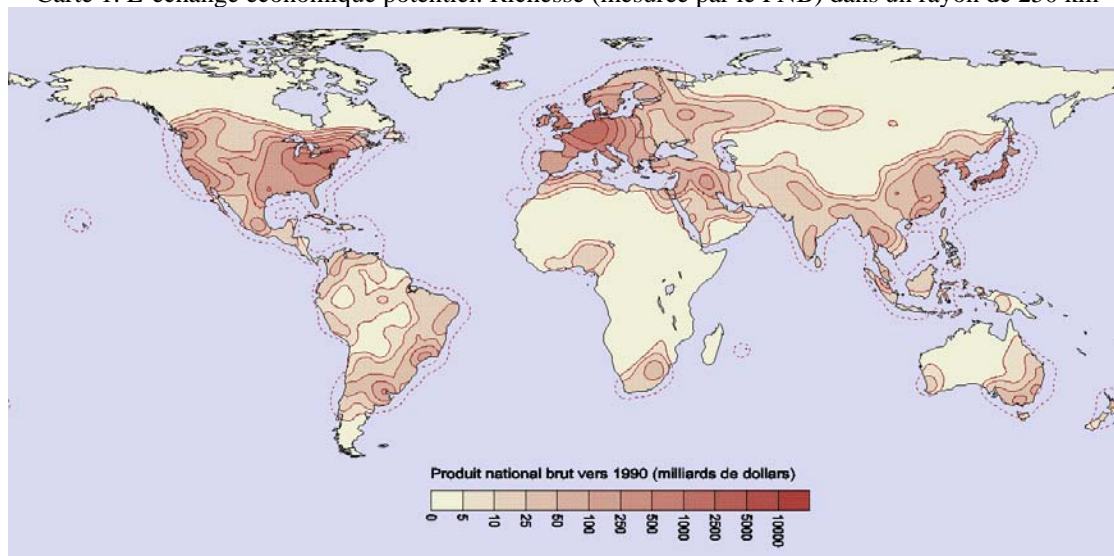
Tableau 1. Les deux grands modèles d'accords régionaux

	<u>Modèle "homogène-public"</u>	<u>"régionalisme Nord-Sud"</u>
<i>exemples :</i>	Union Européenne	Alena, Asie orientale
<i>intégration de pays :</i>	homogènes ou assez homogènes	de niveau économique très différent
<i>objectif stratégique :</i>	convergence	croissance économique
<i>régulation :</i>	politico-institutionnelle	par les firmes
<i>performances économiques :</i>	moyennes	élevées (complémentarité capitaux et technologie vs marchés et main d'œuvre)

1.2.2. Une géographie des régions fonctionnelles

Que disent les géographes de la régionalisation dessinée sans les a priori des contours des RTAs ? Ce paragraphe mobilise les apports de l'UMS Riate et notamment des travaux de Claude Grasland (ici ses analyses dans le domaine économique). La carte 1 est une bonne présentation cartographique de l'aire d'influence économique *potentielle* de l'Europe, en valorisant l'effet proximité. Elle est bâtie en tenant compte de la quantité de richesse produite sur place *et* dans un rayon de 250 kilomètres (de manière décroissante avec la distance). L'Asie orientale dessine clairement une économie-monde potentielle, l'Amérique du Nord étendue au Mexique également, l'ensemble euroméditerranéen en constitue une troisième.

Carte 1. L'échange économique potentiel. Richesse (mesurée par le PNB) dans un rayon de 250 km

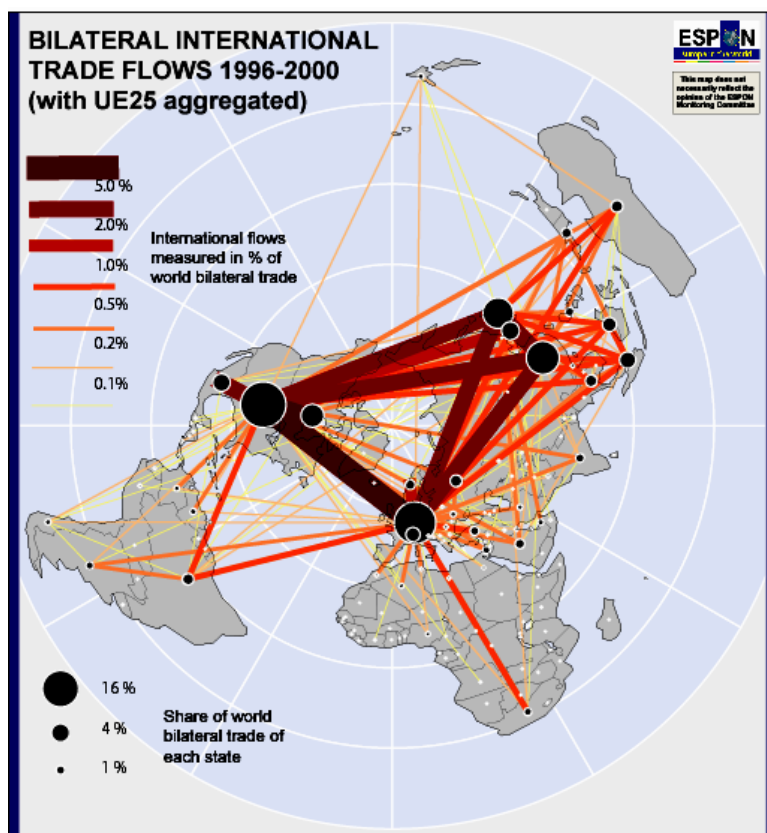


Conception et réalisation de la carte : Claude Grasland, UMR Géographie-Cités / UMS Riate.

Le contour des régions économiques *réelles* confirme cette géographie. Les cartes suivantes sont fondées sur les flux commerciaux de marchandises. La carte 2, qui présente les flux principaux, dessine clairement les deux niveaux de la géographie des échanges : une géographie globale entre la pôles de la triade, et une géographie régionale dans l'environnement local de ces pôles.

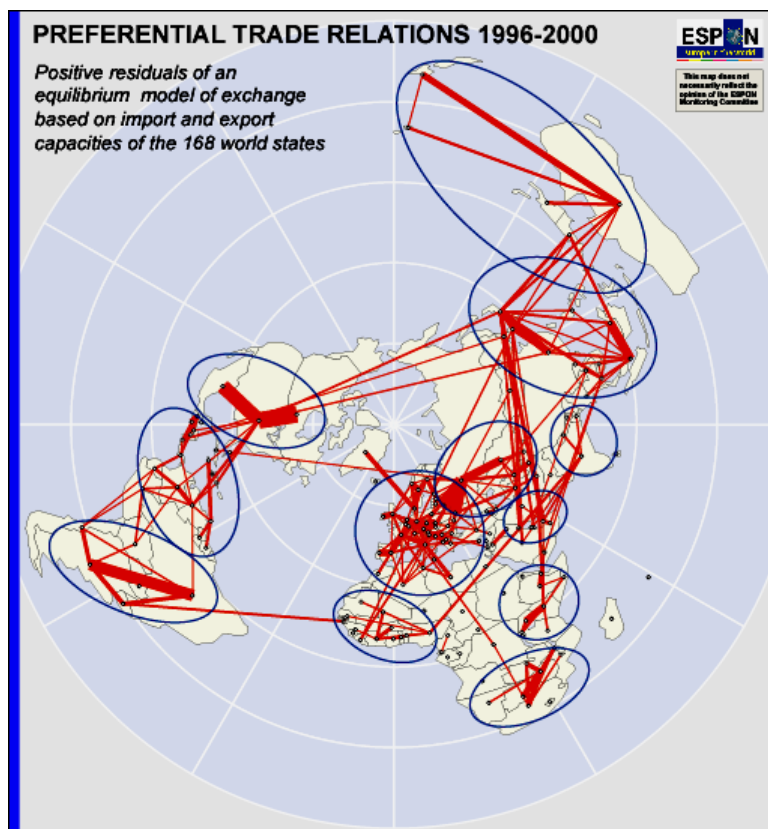
La carte 3 en extrait les résidus positifs par rapport à un modèle d'interaction établi sur les masses économiques et les flux d'échanges sans tenir compte de la distance. Et c'est précisément la proximité qui ressort : les proximités physiques et culturelles restent bien un principe directeur de l'espace économique globalisé. Une douzaine de régions intégrées apparaissent, avec des contours plus ou moins clairs ou qui se chevauchent (voir l'Europe occidentale et orientale). Elle montre aussi l'importance de certaines relations commerciales préférentielles à longue distance (Etats-Unis / Asie orientale, Inde / Golfe persique). Mais dans l'ensemble, le trait dominant de cette géographie des régions commerciale fonctionnelles est la *confirmation de la régionalisation Nord-Sud*.

Carte 2. Principaux flux commerciaux bilatéraux entre les Etats du monde, 1996-2000



Source : Claude Grasland, UMS Riate / programme ESPON 3.4.1., Union Européenne

Carte 3. La régionalisation du monde, établie à partir des flux commerciaux, 1996-2000



Source : Claude Grasland, UMS Riate / programme ESPON 3.4.1., Union Européenne

2. Les arguments de la régionalisation méditerranéenne

On s'appuie sur ces travaux pour déduire la notion de « région européenne », région fonctionnelle comprenant l'Europe occidentale, centrale et orientale, Russie et confins caucasiens compris, le Sud de la Méditerranée, le Proche et le Moyen Orient jusqu'aux confins arabiques et à l'Iran. Pourquoi une telle région est-elle si rarement présentée en tant que telle ? Pour plusieurs raisons liées :

- la focalisation des esprits et des débats politiques sur l'intégration européenne au sens d'Union européenne, et la valorisation en Europe d'une régionalisation « politico-institutionnelle homogène »
- la généralisation de découpages promus par les grands annuaires statistiques internationaux (FMI, BM, Cnuccd, et même Medstat-UE), qui distinguent entre Europe et une région « MENA »
- la réalité de la faible intégration économique régionale, surtout entre Nord et Sud de la Méditerranée ; et la faiblesse de l'intégration sous-régionale (notamment Maghreb-Machreq) qui fait de la Méditerranée une juxtaposition de sous-bassins différents (Adriatique, Egée, Mer Noire...).
- l'effet des conflits (de l'ex-Yougoslavie au Proche Orient), des embargos (Serbie, Libye, Irak) et l'essor des trafics en tous genres – qui dépassent évidemment la présente communication.

Si on se concentre sur l'intégration entre Nord et Sud de la Méditerranée, trois arguments favorables peuvent être identifiés.

2.1. L'argument de la convergence

La zone euromed est en général présentée par la métaphore du « fossé », économique, politique, culturel. Si l'on en reste au seul domaine économique qui nous intéresse ici, on peut critiquer cette métaphore. Sur le plan des performances économiques la zone connaît-elle une divergence ou plutôt une convergence ? La réponse n'est pas simple – la divergence la plus grande opposant l'Europe occidentale... à l'Europe orientale ex-soviétique (Russie, Biélorussie, Ukraine, Moldavie, pays du Caucase) beaucoup plus qu'aux PPM.

Concernant la comparaison entre Europe occidentale et PPM, il y a divergence dans l'évolution récente de la richesse mesurée par le PIB par habitant. Les pays méditerranéens ont réussi à faire face à leur forte croissance démographique et ont fait mieux, depuis une trentaine d'années, que l'ensemble des pays en développement du globe – mais pas dans la dernière période, comme l'ont établi les rapports du PNUD et de la Banque Mondiale sur la région⁸, et alors même que plusieurs pays ex-soviétiques en transition ont retrouvé des performances meilleures ces dernières années. Bien que (ou du fait que) les PPM bénéficient de plusieurs rentes (matières premières, attrait touristique, remises migratoires), ils n'ont pas réussi à enclencher un processus de décollage économique et d'élévation continue du niveau de vie de leur population. L'écart s'est en outre accru dans le niveau moyen de formation des populations.

Mais en sens inverse, dans le sens de la convergence, il faut évoquer les tendances sur le long cours : il n'y a pas eu de décrochage majeur en terme de PIB, la vraie fracture se produisant entre Nord et Sud du Sahara ; la mortalité infantile oppose toujours le Nord au Sud mais l'écart se réduit incontestablement ; l'espérance de vie séparait le Nord et le Sud de la Méditerranée dans les années 1960, elle sépare surtout le Nord et le Sud du Sahara (78 ans en Italie, 70 en Algérie mais 43 au Niger) ; la fécondité converge elle aussi, d'ores et déjà plusieurs villes du Maghreb et du Machrek présentent des taux de natalité à l'occidentale. Même l'analphabétisme des femmes, si frappant dans plusieurs des PPM, se réduit peu à peu, en sorte que la différence avec le Nord est aujourd'hui nettement moins accusée qu'elle ne l'était il y a quarante ans, y compris dans des pays stigmatisés en Occident comme la Syrie, l'Iran ou la Libye.

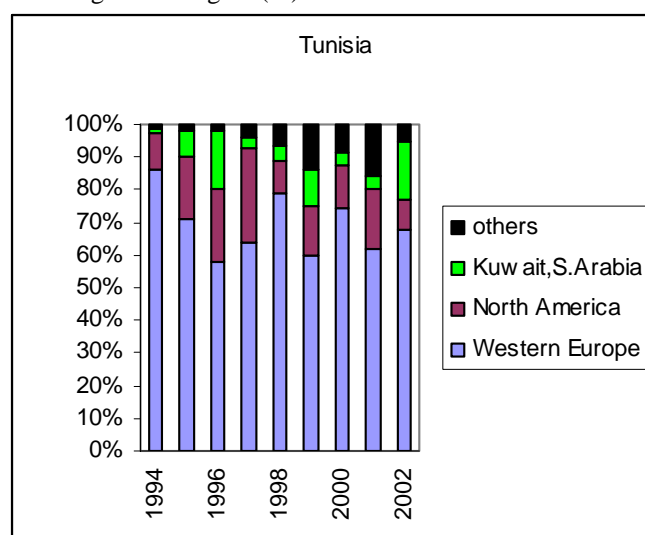
2.2. L'argument de la polarisation

Le trait sans doute le plus fort de cette région européenne est la polarisation de son économie par l'Europe. La part de l'Europe occidentale dans le commerce, les IDE, les créances bancaires (celles sur les PPM sont majoritairement ouest-européennes, jusqu'aux deux tiers dans le cas du Maghreb), dans les remises migratoires des pays de la périphérie et notamment ceux du Sud de la Méditerranée, est toujours de l'ordre de 50, 60, 70%. L'influence américaine est infiniment plus faible, sauf en matière de vente d'armes et d'aide publique.

Après une quinzaine d'années d'ouverture commerciale à la fois des ex-pays de l'Est (disparition du bloc soviétique) et des pays méditerranéens (nouvelles politiques d'ouverture au commerce international, début de désétatisation de l'économie et de réformes structurelles, partenariat avec l'UE depuis 1995), les choses sont claires : les pays d'Europe centrale font l'immense majorité de leur commerce avec l'Europe occidentale ; un même glissement vers l'Ouest du centre de gravité des échanges se vérifie pour les Balkans européens, ou pour les pays Baltes qui se sont détournés de leur ancienne tutelle russe en dix ans à peine, ou encore pour la Turquie. Avec plus de 70% de son commerce extérieur réalisés avec l'Union européenne, la Tunisie peut être considérée comme un 'Porto Rico' de l'Europe – sans les relations institutionnelles.

⁸ PNUD 2002 et Banque Mondiale 2003. Après un taux de croissance annuel moyen élevé entre 1965 et 1985, les pays « MENA » ont connu entre 1986 et 2005 une hausse du revenu réel par habitant d'à peine 0,5% par an.

Figure 2. Origine (%) des IDE entrants en Tunisie



Source: Cnucead

2.3. L'argument de l'intégration intra-zone

Les sous-ensembles de la région européenne montrent un haut niveau d'intégration intra-zone. C'est vrai pour le commerce extérieur, et pas seulement du fait du tropisme exercé par l'Europe occidentale : la Turquie, le Maghreb, l'Europe orientale comme du reste l'Europe Occidentale font entre les trois-quarts et les neuf dixièmes de leur commerce dans la région.

Une bonne illustration est fournie par le tourisme : que ce soit à l'entrée ou à la sortie, les pays de la région font les neuf dixièmes de leurs échanges touristiques au sien de la région. Si les flux vers les pays arabes se sont un temps réduits après le 11 septembre 2001, ils ont été compensés par l'attraction accrue de la Turquie. Presque 90% des touristes qui vont en Egypte viennent de la région prise dans son ensemble : 52 viennent d'Europe occidentale, 4 d'Europe centrale et orientale, 9 des nouveaux Etats indépendants, 13 des PPM et de la Turquie, 10 du Moyen Orient ; ils viennent très peu d'Amérique du Nord (3) et 4 d'Asie (4) et plutôt de moins en moins. Le tableau 2 montre cette intégration intra-zone, renforcée par l'entrée de la « nouvelle Europe » dans le jeu des mobilités.

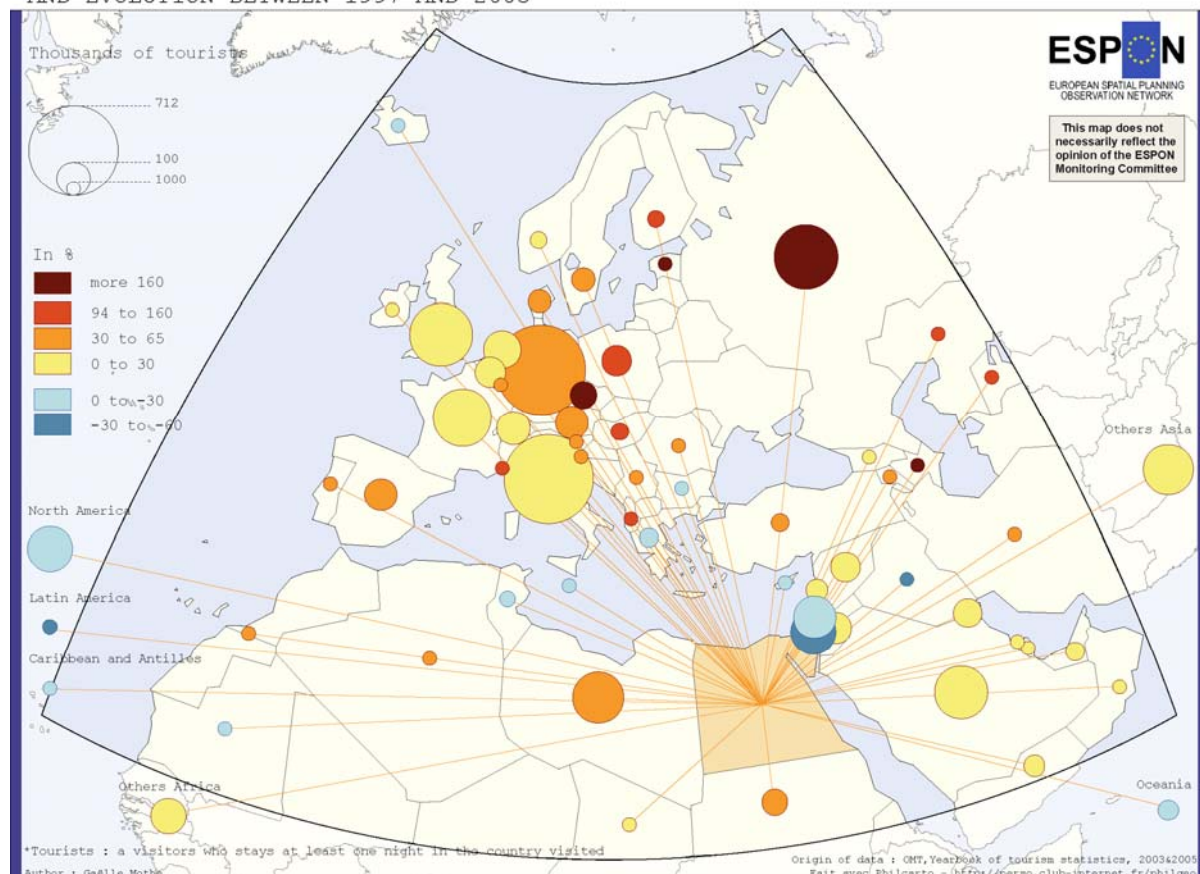
Tableau 2. Destination (Allemands, Espagnols) et origine (Egypte) des touristes, en %

	depuis la RFA moy. ann. 2001-04	depuis l'Espagne moy. ann. 2001-04	en Egypte moy. ann. 2001-03
Europe occidentale	77,4	84,2	51,9
Europe centrale, orientale et NEI	8,7	3,4	12,9
Turquie	4,3	0,5	0,5
<u>Afrique Nord et Moy-Orient</u>	<u>2,7</u>	<u>2,6</u>	<u>22,5</u>
Total région européenne	93,2	90,6	87,8
Amériques	3,5	7,3	3,8
Asie du Sud, de l'Est, Océanie	2,5	1,7	4,9
Afrique sub-saharienne	0,8	0,4	2,1
Total	100,0	100,0	100,0
(nombre, millions)	(77)	(18)	(5)

Source : OMT *Yearbook of tourism statistics*, 2003. Traitement G. Motte, UMR Ladyss, programme ESPON 3.4.1.

Carte 4. Origine des touristes se rendant en Egypte

ORIGIN OF TOURISTS* IN EGYPT (ANNUAL AVERAGE 2001-2003)
AND EVOLUTION BETWEEN 1997 AND 2003



Source : OMT Yearbook of tourism statistics, 2003. Traitement G. Motte, UMR Ladyss, programme ESPON 3.4.1.

De même la géographie des mouvements d'avion montre une surprenante intégration intra-zone - d'autant plus étonnant qu'on sait que les tarifs aériens ne sont pas uniquement déterminés par la proximité. L'immense majorité des vols qui sont au décollage ou à l'atterrissage d'un aéroport de la région, ne la quittent pas. Compte tenu du prix de l'aller-retour, la proportion de vols reliant l'Amérique du Nord est étonnamment faible : 5% des vols à destination ou en provenance de Méditerranée orientale, 3% pour les PECO, 6,5% pour la Russie, l'écrasante majorité des vols se faisant avec l'Europe occidentale (tabl.3).

Tableau 3. Répartition géographique (%) des voyages aériens, dans les sous-ensembles de la région

	Europe occidentale	PECO	Russie	Maghreb	Médit. Orientale	Péninsule arabique
Europe Occidentale	49,7	85,8	80	96,4	79,7	31,2
total région européenne	72,6	96,3	84,7	99,6	92,9	69,8
Amérique du Nord	14,2	3,2	6,5	0,1	4,7	1,0
Monde	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut du Transport Aérien / UMR Espace. Données 2000⁹.

Lecture : 49,7 % des vols de voyageurs de pays d'Europe occidentale se font vers un autre pays d'Europe occidentale ; seuls 14,2% des vols vers ou depuis un pays d'Europe occidentale se font avec l'Amérique du Nord.

En termes de population migrante, et en dépit de la tendance à la mondialisation des flux, l'origine régionale des migrants vers l'Europe occidentale reste grande (approximativement 45%, et plus de 50% pour les demandeurs d'asile). La venue de migrants d'Europe orientale depuis le début des années 1990, et le passage rapide de l'Espagne et de l'Italie à un statut de pays d'immigration,

⁹ Pour une analyse plus complète, voir Beckouche 2004, Beckouche et Richard 2005.

confortent le trait. On estime qu'avant l'élargissement, 20 millions d'étrangers vivaient dans l'UE15, dont 5 venus de pays de l'UE15 et 6 du Sud et de l'Est de la Méditerranée¹⁰. Deux éléments minorent toutefois cette idée de l'intégration démographique intra-zone. Le premier est l'attraction croissante de l'Amérique du Nord pour les migrants Méditerranéens diplômés (Fargues 2005). Le deuxième vient de la comparaison avec les autres grandes régions mondiales, surtout celle des Etats-Unis. Moins de 7% des personnes vivant dans l'UE15 sont des étrangers (dont moins de 1% d'illégaux), alors que 15% de la population états-unienne est étrangère (dont environ 4% d'illégaux), la seule part des Mexicains approchant 10% soit plus de 25 millions de personnes. Proportionnellement, et en tenant compte des illégaux, il y a quatre fois moins de Sud Méditerranéens vivant en Europe occidentale que de Mexicains vivant aux Etats-Unis.

Les flux de remises migratoires confirment cette analyse en demie teinte. La région européenne comprend 13 des 15 premiers pays émetteurs du monde (Union européenne, Arabie Saoudite et Koweït) et plusieurs des principaux pays bénéficiaires (Jordanie, Maroc, Egypte, Tunisie, Liban...) (Banque Mondiale 2005). Georges Corm (2005) montre que durant les années 1990 les pays Meda ont davantage reçu de remises migratoires que l'ensemble cumulé des autres flux financiers internationaux (aide, flux liés à l'emprunt et à la dette, flux d'investissements, fig.3). Cette situation montre plusieurs ombres : d'une part elle signale une dépendance à l'égard d'une rente de plus, seule la Turquie étant sortie d'un taux « remises migratoires / PIB » élevé. D'autre part les remises sont, dans le cas méditerranéen, particulièrement mal canalisées par des circuits bancaires et peu orientées vers le financement productif. Enfin les montants se comparent de moins en moins avantageusement aux « migradolares » allant des Etats-Unis à l'Amérique latine.

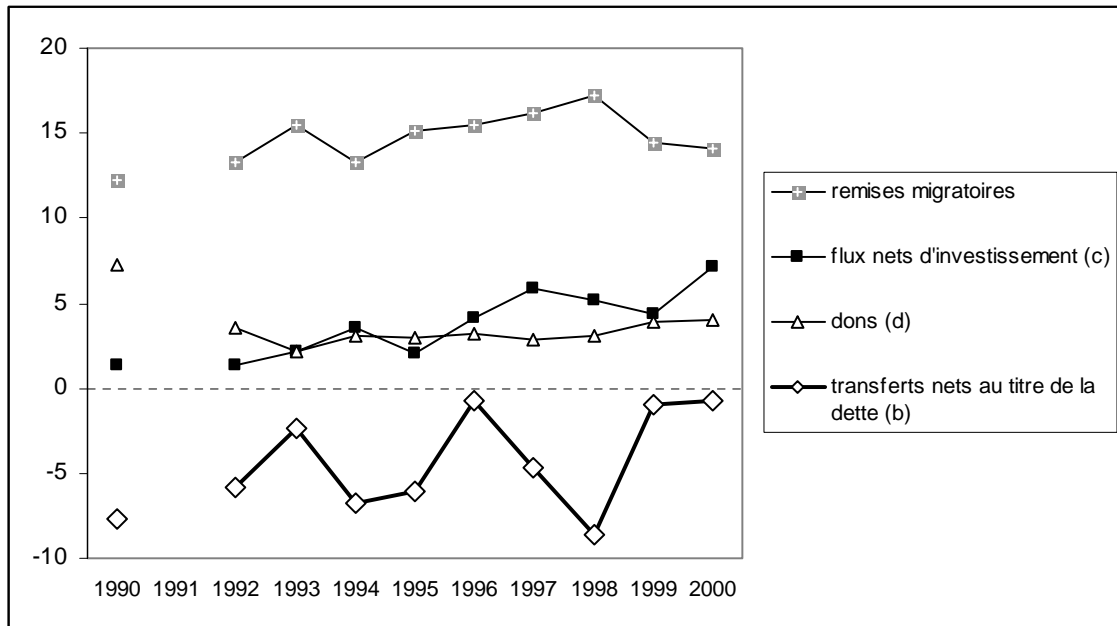
Tableau 4. Les ressources financières extérieures en Méditerranée et dans les autres régions du monde

	remises migratoires 1990-2000		autres ressources extérieures nettes (a)
	milliards \$	% PNB	1995-2000 milliards \$
Méditerranée (b)	147	4,6	108
Asie Est et Pacifique	22	0,1	259
Amérique Latine	117	7,0	264
Europe de l'Est et Asie centrale (c)	45	4,0	144
Asie du Sud	125	2,4	62
Afrique sub-Saharienne	15	2,4	108

(a) aide publique, emprunts et prêts, investissements. (b) PPM, Israël, Malte, Chypre, Albanie et pays de l'ex-Yougoslavie. (c) et URSS dans le cas des 'autres ressources extérieures nettes'. Sources: Banque Mondiale, OCDE / Corm 2005.

¹⁰ Hors clandestins. Le Carim (Euromed Consortium for Applied Research on International Migrations) estime que 10 à 15 millions de migrants internationaux de première génération viennent du Sud et de l'Est de la Méditerranée, dont entre 5 et 6,4 millions vivent dans l'UE15 (Fargues 2005).

Figure 3. Flux nets de ressources externes aux pays méditerranéens en développement (a)
(hors aide publique, milliards de dollars)



Notes. (a) y compris Balkans européens
(b) dette à long terme : flux nets - intérêts
(c) IDE + investissements de portefeuille - rapatriement des profits
(d) remises de dette à l'Egypte pour une grande part. Coopération technique exclue
Source: *Global Development Finance*, 2002, The World Bank / Corm 2005

3. Sa grande faiblesse : l'absence d'un système productif régional

L'intégration méditerranéenne pâtit de plusieurs faiblesses : la faiblesse, déjà évoquée, de la mobilité au cours de la dernière décennie, surtout si on la compare au cas de l'Alena en dépit du ralentissement observé après le 11 septembre 2001 ; la quasi absence de réalité des politiques concertées de lutte contre les pollutions ; l'évolution récente des échanges commerciaux, qui témoigne de la progression des positions nord-américaines notamment en Méditerranée orientale. On se concentre sur sa faiblesse principale, qui est de ne pas disposer d'un véritable système productif transméditerranéen (3.1.), à l'instar de ce qui est train de se produire entre l'Est et l'Ouest du continent (3.2.).

3.1. Les faiblesses de l'intégration productive euromed....

3.1.1. Huit fois moins d'IDE Européens au Sud qu'à l'Est

On sait la modicité des IDE entrant dans le Sud de la Méditerranée. Au début des années 2000, les investisseurs des pays de l'UE détenaient huit cents dollars par habitant dans les PECO, contre une centaine dans les pays méditerranéens et une trentaine en Russie (tabl.5). Même si elle est encore ténue, un début d'intégration économique sub-régionale (investissements transnationaux entre voisins proches) est en train de s'opérer dans l'aire baltique ou dans les Balkans, mais guère dans le Sud de la Méditerranée.

Cette faiblesse présente trois caractéristiques liées :

- la part privée de l'investissement reste dans beaucoup des pays de la région inférieure à la part publique, malgré les déclarations répétées que le secteur privé devrait prendre le relais de finances publiques mises à mal par le démantèlement tarifaire sur les importations et par une fraude fiscale endémique

- l'effet d'annonce lié à la signature des accords de partenariat et d'association tant évoqués au moment de leur signature n'a pas joué, cela n'a pas généré davantage d'investissements directs étrangers dans la région
- quand il y en a, les IDE dans la région se limitent au secteur traditionnel des rentes (pétrole, immobilier, tourisme) ou aux opérations de privatisation et de concession de services publics ; ils ne touchent donc pas vraiment le secteur industriel dans son ensemble, et ne participent ni à sa modernisation ni à son internationalisation.

Il est trop tôt pour dire si l'embellie constatée en 2004-2005 sera durable. Le rapport Anima (Saint Laurent 2006) montre que les IDE entrant dans les pays Meda est passé de 10 à 40 milliards d'Euros. Cela dit (i) l'essentiel de cet accroissement s'explique par des investissements venus du Golfe, et pas du Nord de la Méditerranée ; et (ii) il n'y a pas de réelle modification dans la destination sectorielle de ces IDE.

Tableau 5. Stocks d'IDE de l'UE et des Etats-Unis dans les PECO et les pays méditerranéens à la fin 2000
En \$ par habitant du pays d'accueil :

<i>origine:</i>	UE 15	Etats-Unis
<i>destination :</i>		
Russie	31	38
PECO (a)	833	152
pays méditerranéens (b)	110	49

(a) Ici Estonie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Croatie, Bulgarie.

(b) Ici Israël, Turquie, Egypte, Chypre, Malte, Maroc.

Sources : Cnuced pour les PECO et Eurostat pour les pays méditerranéens / Beckouche 2004.

3.1.2. Comparaison avec les autres grandes régions mondiales

Dans la zone de l'Alena se déploie un véritable système productif régional, de plus en plus intra-branches, notamment dans l'automobile, les appareils électriques, l'informatique, les équipements télécom. Dans le domaine bancaire, le seul rachat de la Banamex par la Citibank aura représenté un investissement de 12,5 milliards de dollars ! C'est du fait de cette régionalisation productive que Gary Hufbauer et Gustavo Vega Canovas (in Azuelos 2004) peuvent affirmer que l'accord de libre échange Canada/Etats-Unis et l'Alena ont bien davantage créé des échanges qu'ils n'en ont détournés. Le Mexique est devenu un des plus gros exportateurs du monde, et est désormais considéré comme un « pays du Nord » par les investisseurs internationaux.

Il faut y voir bien entendu l'effet du dynamisme des multinationales des Etats-Unis. Mais il importe de souligner que cette offensive industrielle a été vigoureusement relayée par le pouvoir politique américain. L'Alena puis la ZLEA sont les suites de l'initiative lancée par Georges Bush en 1990 « Entreprise pour les Amériques », qui rompait avec les habitudes : les relations avec l'Amérique latine ne seraient plus désormais régies par l'aide (Kennedy) ou le militaire (Reagan), mais par les affaires. Une telle vision stratégique manque encore dans Euromed.

Tableau 6. IDE entrants au Mexique

	1989-1994	1995-2000	2001-2004
flux (b \$, moyenne annuelle)	8,3	10,7	17,7 (*)
dont % d'origine US ou Canadienne	53,2	65,9	?

(*) En comparaison, la moyenne annuelle sur la période 2002-2004 aura été de 17,6 dans les dix PECO pris ensemble (75 m d'habitants), et de 9,3 dans les douze pays Meda pris ensemble (240 m d'habitants).

Sources : OCDE, SECOFI, CUCED, cité par Hufbauer et Vega Canovas, in Azuelos 2004.

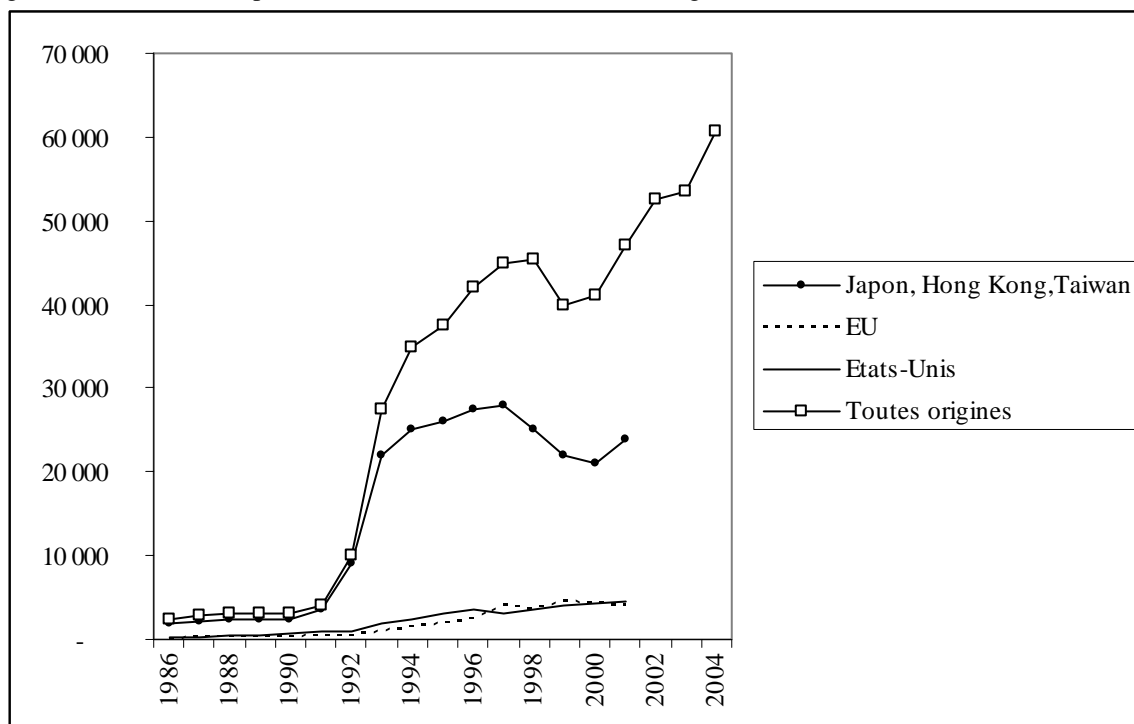
L'Asie orientale présente un stade d'intégration productive encore supérieur. Contrairement au Mexique, l'intégration de valeur ajoutée nationale a été forte, notamment du fait du bon niveau de formation des travailleurs ; les secteurs importateurs et liés aux investissements japonais semblent avoir un rôle d'entraînement sur l'ensemble des économies nationales considérées. Les politiques de

formation, de remontée de filières, d'accroissement de la capacité technologique et organisationnelle des firmes locales, ont permis d'éviter la dualisation typiquement mexicaine entre économie exportatrice et économie domestique. Enfin la variété des pays du « Nord » (Japon puis Dragons) et la montée en puissance de la Chine augmentent les marges de manœuvres des pays en développement de la région.

Cela se traduit par une véritable intégration productive régionale. 56% du commerce extérieur des pays d'Asie de l'Est hors Japon (mais Chine comprise et en dépit de ses exportations vers les Etats-Unis) se font dans la région ; la proportion est un peu moins forte pour le Japon (46%), qui exporte également beaucoup vers les Etats-Unis. Cette intégration s'est faite sous l'impulsion technologique, financière et managériale japonaise depuis les années 1970. Les FMN nippones ont tissé de puissants réseaux économiques, mais aussi politiques dans les pays de la région, auprès aussi des fonctionnaires et des chefs d'entreprises locaux. Pourquoi cela ne s'est-il pas traduit par une institutionnalisation du processus ? Pour Higott (in Dieter 2006), la raison est la volonté du Japon de tenir les occidentaux à distance : des règles communes claires auraient certes facilité dans la région le commerce et les investissements transnationaux japonais – mais aussi occidentaux. Or pendant l'essentiel de cette période le retour sur investissement dans les pays de la région était particulièrement élevé. Bref jusqu'en 1997 tout le monde – japonais et pays de la région – se satisfaisait de cette « voie asiatique » de la régionalisation.

Les figures 5 et 6 montrent à la fois le haut niveau d'intégration financière entre le Japon et son environnement régional, et l'ampleur du désinvestissement nippon depuis la crise financière de 1997-98 dans l'Asean. Cependant, il ne faudrait pas en conclure le recul de l'intégration régionale. C'est tout le contraire explique Dieter (2006). L'instabilité catastrophique des taux de change et des mouvements de capitaux observés en 1997, la proposition puis le renoncement du Japon sous la pression des Etats-Unis à constituer un Fond Monétaire Asiatique qui aurait pu éviter la débâcle, l'inefficacité de l'APEC, la subite dépendance à l'égard des prêts des Etats-Unis et du FMI, le poids de l'hégémonie politique américaine, ont fait réfléchir les esprits et ont donné lieu à la mise sur pied de politiques communes. Depuis 2000, le malaise au sein de l'APEC se sera traduit par la montée en puissance de la dimension plus purement asiatique du régionalisme, notamment à l'échelle de l'« Asean Plus Three » (Three : Japon, Chine, Corée), et même « Plus Five » (Australie et Nouvelle Zélande), que ramasse le terme de East Asian Integration Project « EAIP ».

Fig. 4. IDE en Chine : le poids déterminant des investissements régionaux (Millions de dollars de flux entrants)



Source : (Dieter 2006) et Unctad

Au total, la comparaison de l'intégration productive au sein des trois grandes régions Nord-Sud, mesurée par les IDE, aboutit à un diagnostic sans appel. Alors que les pays émergents et en développement des périphéries des Etats-Unis et du Japon représentent près de 20% des destinations de leurs IDE, le ratio est de 3% dans le cas des investissements français, de 4% pour les espagnols et de 6% pour les allemands. Même en excluant les IDE français, allemands ou espagnols en direction des autres pays d'Europe occidentale, le tableau 7 montre que les périphéries de l'Europe jouent un rôle infiniment plus faible que dans les cas américain et Est-Asiatique. En outre, les périphéries européennes, lorsqu'elles sont investies, ne le sont pratiquement qu'à l'Est.

Tableau 7. Part (%) dans les IDE sortants des Etats-Unis, du Japon, et de trois pays européens

	Etats-Unis stocks 2003	Japon stocks 2003	-----Espagne----- flux 2001-04	flux 2001-04 hors IDE Eur. Occ.	-----RFA----- stocks 2003	stocks 2003 hors IDE Eur. Occ.	-----France----- stocks 2003	stocks 2003 hors IDE Eur. Occ.
Pays en dévelopt région (a)	17,0	11,3	1,3	3,8	0,6	1,1	1,1	2,9
Pays intermédiaires région (b)	-	7,4	2,2	6,5	5,9	11,4	2,0	5,3
Pays industrialisés région (c)	10,8	3,7	66,5		48,3		62,0	
Total région (d)	27,7	22,4	69,9		54,8		65,1	

Notes :

(a) : Amérique latine pour les Etats-Unis ; Pacifique, Chine et Asie du Sud-Est (Dragons exceptés) pour le Japon ; Afrique du Nord, Turquie et Moyen-Orient pour les pays européens

(b) : Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan pour le Japon ; PECO, Balkans européens, NEI occidentaux, Chypre et Malte pour les pays européens

(c) : Canada pour les Etats-Unis ; Australie et Nouvelle Zélande pour le Japon ; Europe occidentale pour les pays européens

(d) : Amériques pour les Etats-Unis ; Pacifique et Océanie, Asie de l'Est et du Sud-Est pour le Japon ; Europe Russie comprise, Afrique du Nord, Turquie et Moyen Orient pour les pays européens.

Le regroupement des pays par niveau de développement tient essentiellement compte des niveaux de développement (estimé par le PIB par habitant en PPA), ce qui conduit à distinguer entre pays « en développement » (< 10.000 \$), « intermédiaires » (10 à 25.000 \$), et « industrialisés » (>25.000 \$). Mais il tient compte aussi des trajectoires de développement et des appartenances géographiques. Par exemple le PIB des Emirats devrait les ranger parmi les pays industrialisés de la région européenne, et celui de l'Arabie Saoudite parmi les pays intermédiaires ; mais pour conserver l'unité géographique du Moyen Orient, nous avons ici considéré un ensemble « Moyen Orient », en développement, qui comprend pays pétroliers et non pétroliers. Le PIB par habitant de la Bosnie-Herzégovine, de la Russie ou de l'Ukraine en fait des pays « en développement » ; on les a toutefois rangés parmi les pays intermédiaires de l'Europe centrale, orientale et balkanique. En Asie, on a conservé le groupe des quatre Dragons comme « pays intermédiaires », alors que Hong Kong a un PIB de pays industrialisé. Enfin en Amérique, l'Argentine ou le Chili ont un niveau de développement proche de plusieurs des pays intermédiaires européens, mais on les a laissés dans l'ensemble latino-américain, classé globalement « en développement ».

Source : UNCTAD. Traitement : P.Beckouche

Figure 5a. Répartition (%) du stock d'IDE des Etats-Unis sur le continent américain

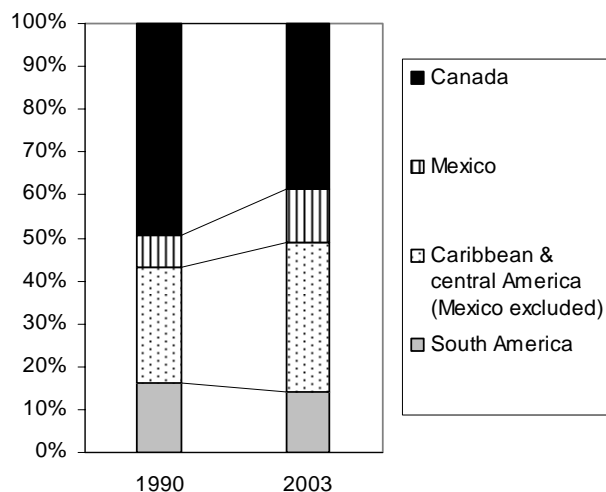


Figure 5b. Répartition (%) du stock d'IDE du Japon dans la région Asie orientale-Pacifique

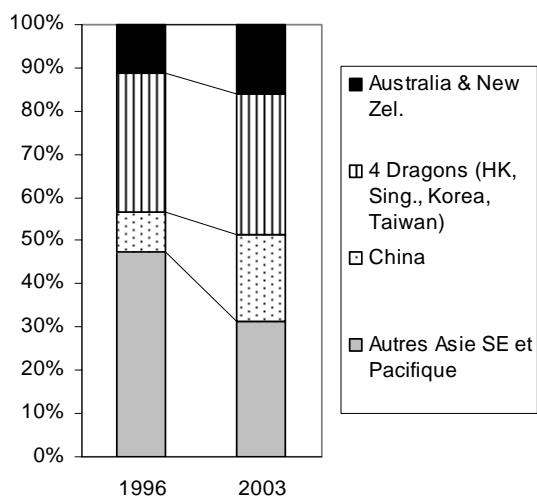
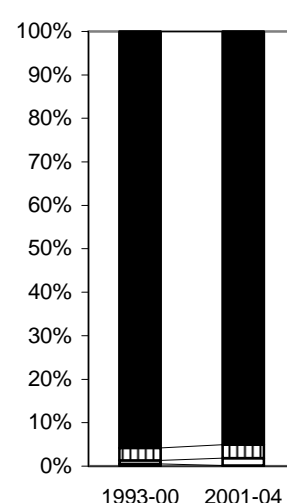
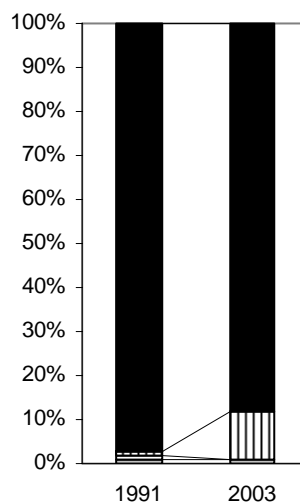
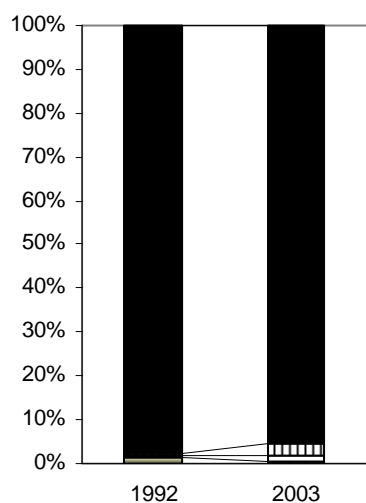


Figure 5c. Répartition (%), dans la région européenne, des IDE :

de la France (stocks)

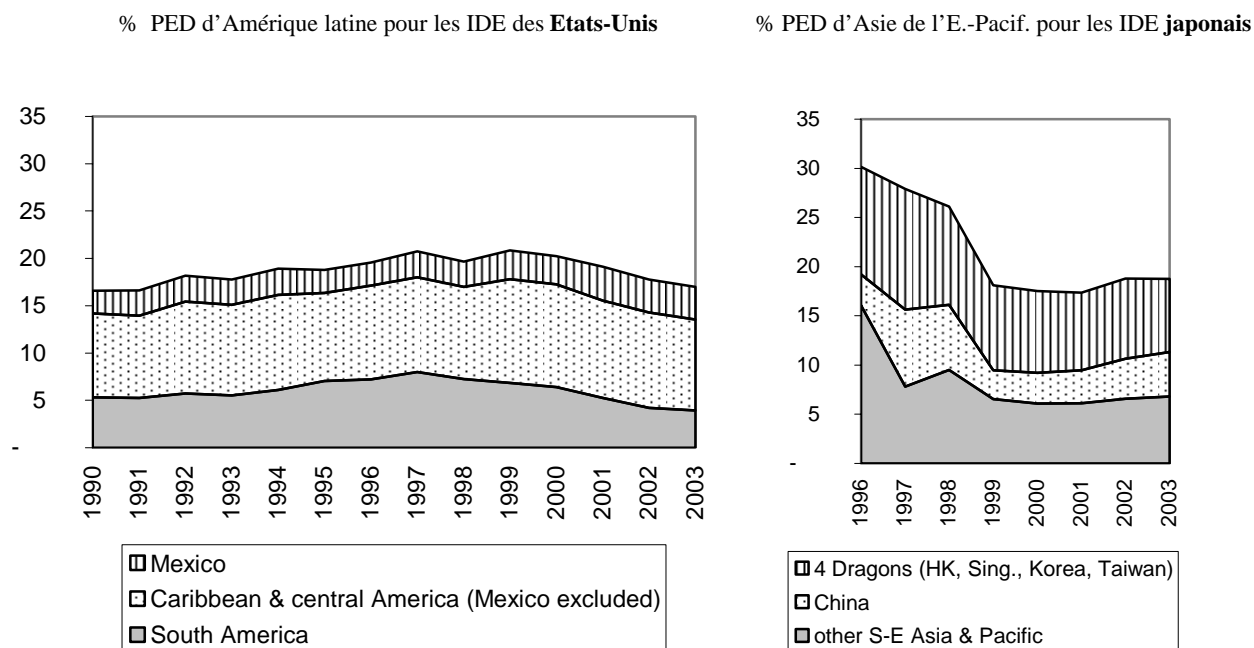
de la RFA (stocks)

de l'Espagne (flux)

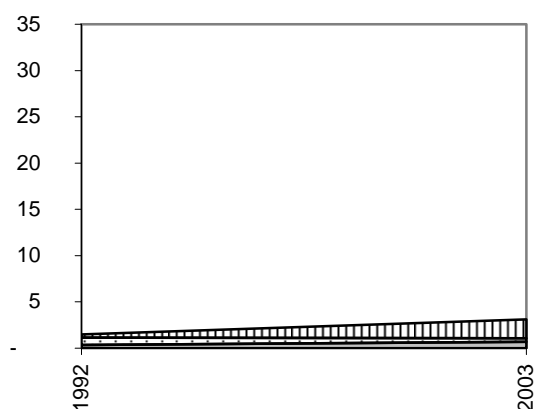


Source : UNCTAD (WID)

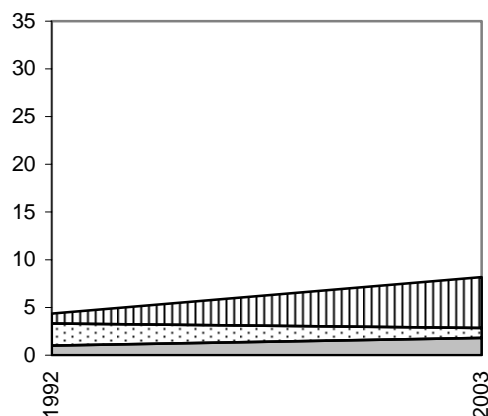
Figure 6. Part des Pays Emergents et en Développement régionaux dans les stocks d'IDE des pays du Nord



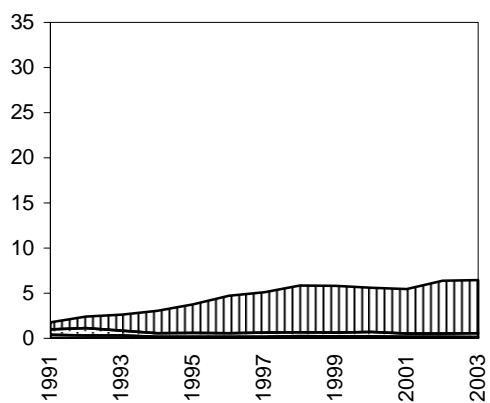
% PED de la région européenne pour les IDE **français**



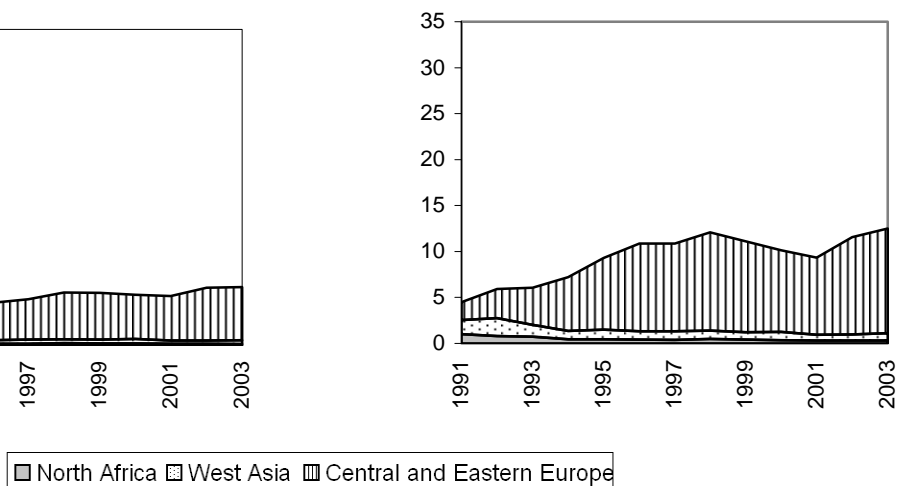
Idem, en annulant les IDE vers les autres pays d'Europe occ.



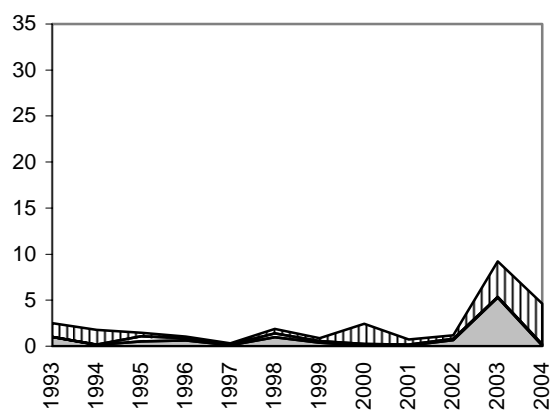
% PED de la région européenne pour les IDE **allemands**



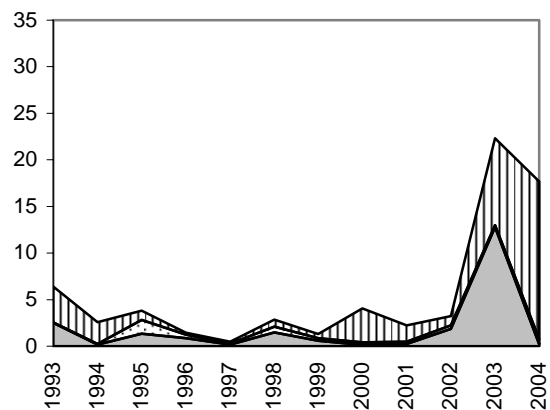
Idem, en annulant les IDE vers les autres pays d'Europe occ.



% PED de la région européenne pour les flux d'IDE **espagnols**



Idem, en annihilant les IDE vers les autres pays d'Europe occ.

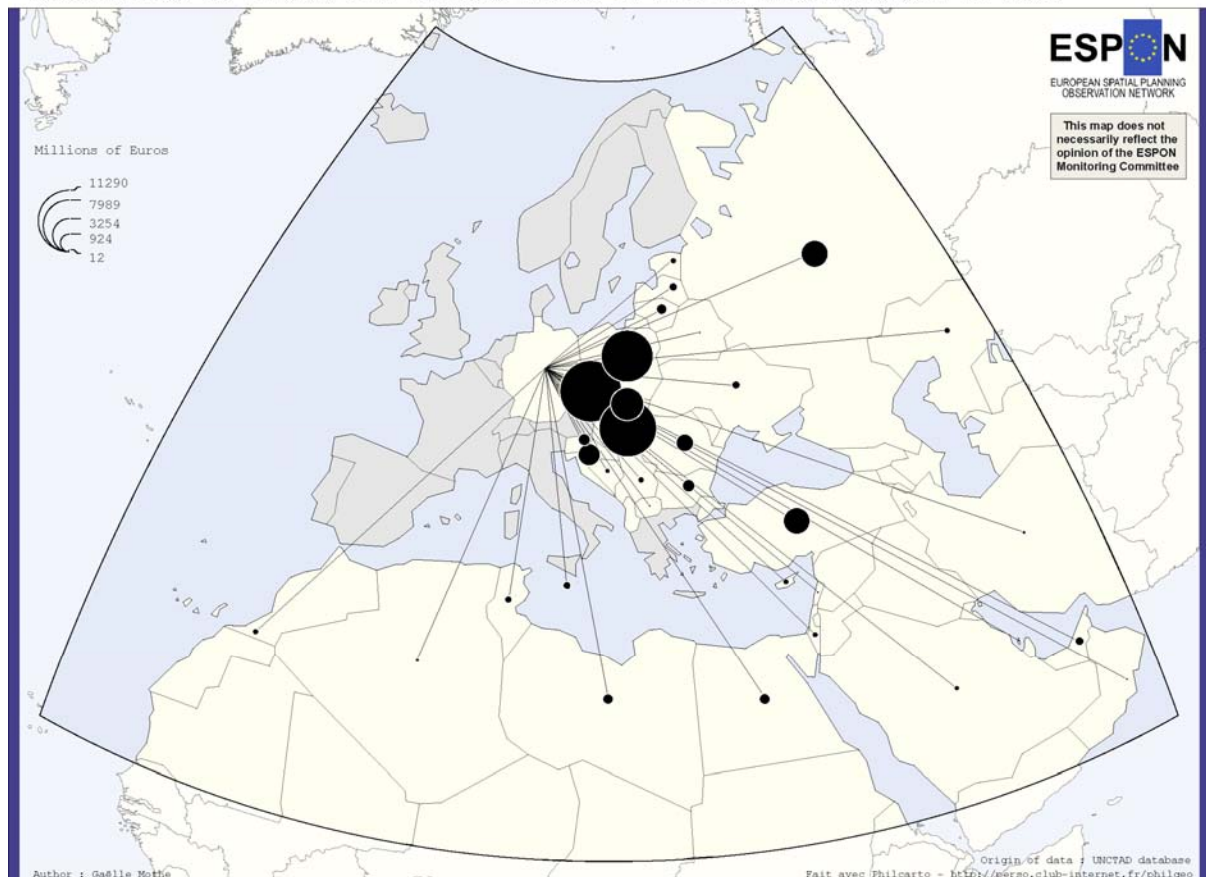


■ North Africa ■ West Asia ■ Central and Eastern Europe

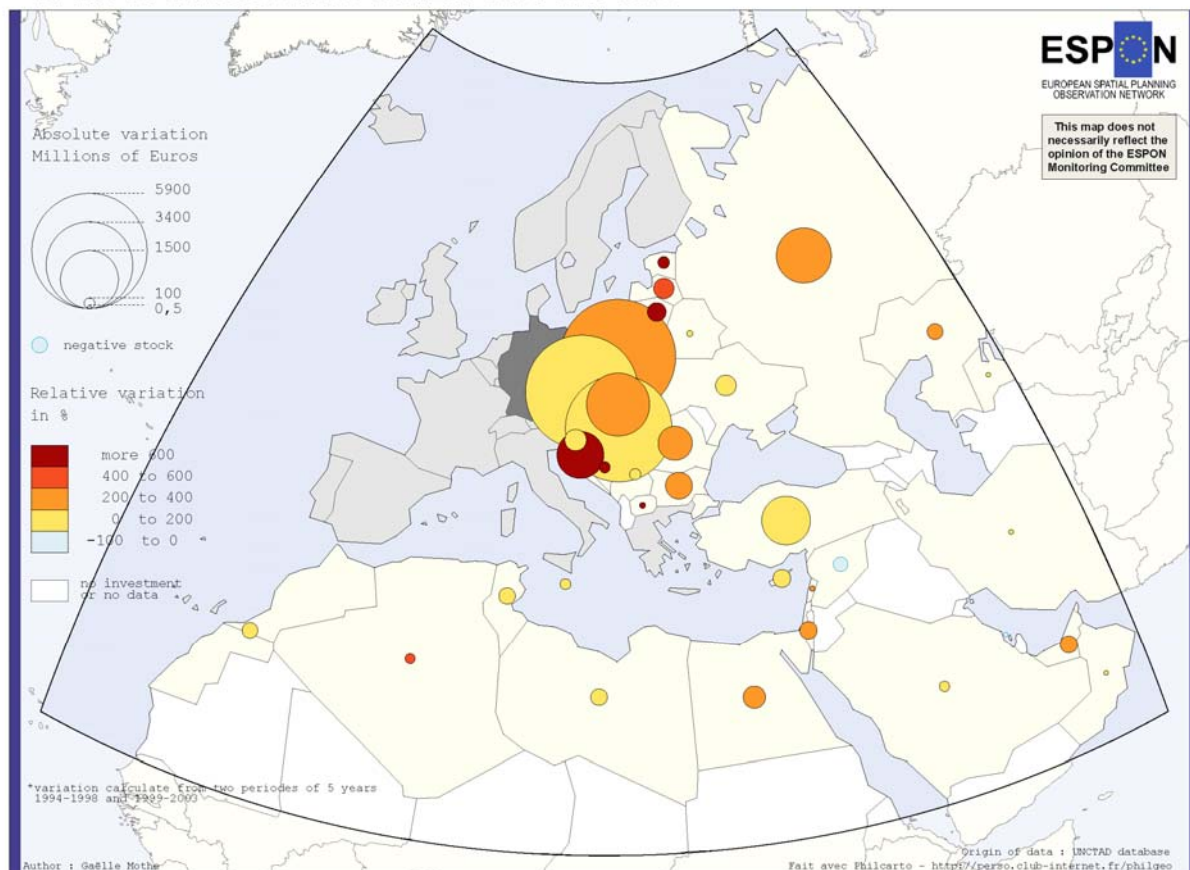
Source : UNCTAD (WID)

Carte 5. Destination des IDE de RFA (stocks) dans le voisinage européen

DESTINATION OF GERMAN FDI OUTWARD STOCK IN THE EU NEIGHBOURHOOD IN 2003



ABSOLUTE AND RELATIVE VARIATION OF GERMAN FOREIGN DIRECT INVESTMENTS OUTWARD STOCK IN THE EU NEIGHBOURHOOD BETWEEN 1994 AND 2003*



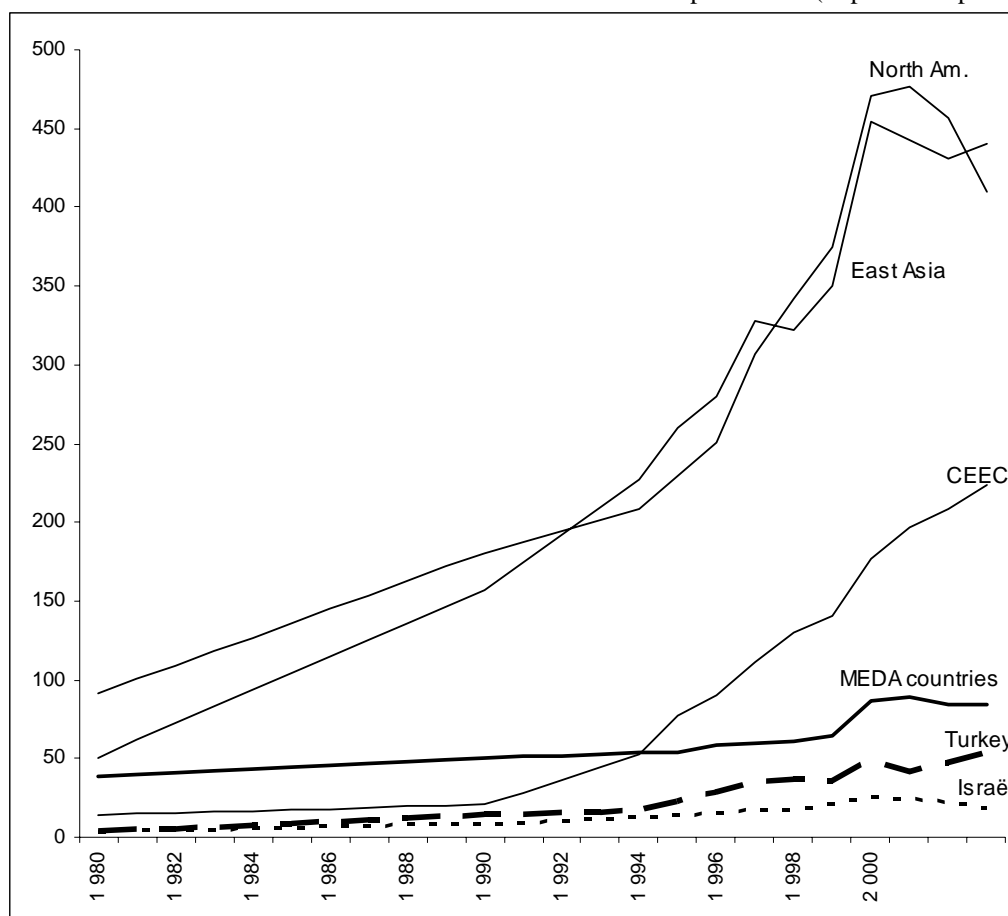
Source : Cnucead. Traitement G. Motte, UMR Ladyss, programme ESPON 3.4.1.

3.2. contraste avec l'intégration européenne Ouest-Est

Le continent européen est en train de s'intégrer commercialement et industriellement – au moins jusqu'aux PECO et, doucement et très récemment, aux NEI occidentaux. Durant les années 1990, les IDE de l'Europe de l'Ouest ont assuré de 10% (République Tchèque) à 30% (Hongrie) de tout l'investissement dans les nouveaux Etats membres orientaux. Les parts de marché des firmes occidentales, via l'export ou via les prises de participation et rachats (notamment du fait des programmes de privatisation et des politiques fiscales attractives) ont explosé. L'opportunité était encore nettement plus belle qu'en Espagne et Portugal après 1986 ; dans les plus riches pays de l'Est, le salaire était au début des années 2000 de 80% plus bas qu'à l'ouest, avec une grande flexibilité, des syndicats démantelés, un chômage moyen élevé ; et les 4 millions d'emplois que devrait coûter l'ajustement de l'agriculture de ces pays de l'Est devraient ralentir la réduction du fossé avec les salaires de l'Ouest.

Dans cette Europe de l'Est, la présence des capitaux américains est faible, celle des japonais négligeable, la suprématie de l'Europe occidentale s'est renforcée depuis quinze ans. Ces investissements génèrent des re-exportations vers l'Ouest, les IDE de l'UE15 dépassant de très loin des objectifs de desserte des marchés locaux, ce qu'atteste le boom des échanges commerciaux Est-Ouest, à 80% intra-branche désormais et qui font penser aux échanges Asean / Japon¹¹. En Méditerranée, seule la Turquie s'insère un tant soit peu à une telle DIT européenne. Les nouveaux Etats-membres orientaux représentaient 3% du commerce de marchandises de l'UE15 vers 1990, ils en représentent à présent plus de 11%. Pris tous ensemble, les pays méditerranéens (pays Meda, Turquie, Israël, Moyen Orient Golfe compris) en représentent 12%, ce qui n'est pas rien – mais c'est deux fois moins qu'il y a 25 ans...

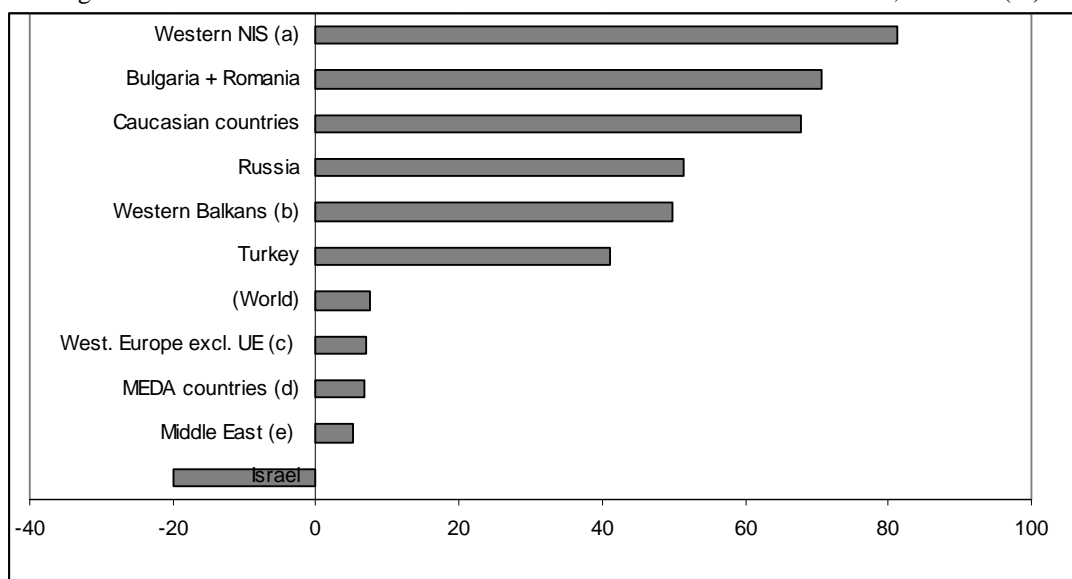
Figure 7. Le commerce de marchandises de l'UE15 avec ses différents partenaires (imports + exports, b Euros)



Source : Eurostat

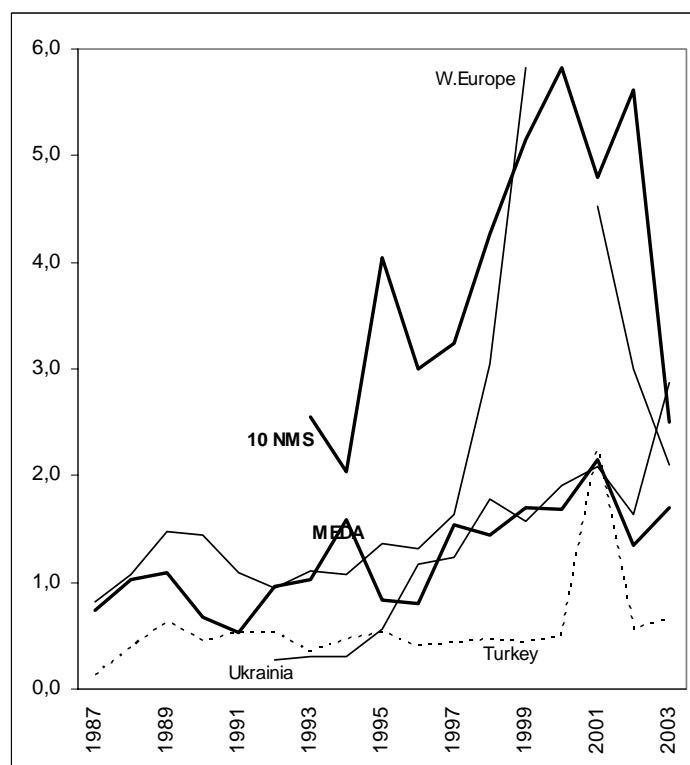
¹¹ Le marché du travail s'intègre lui aussi peu à peu. Royaume-Uni, Suède et Irlande ont accordé une liberté complète d'installation des ressortissants des nouveaux Etats membres dès 2004 ; les autres pays de l'Ouest le leur accordent progressivement (Italie et Espagne, Finlande et Grèce à compter de 2006).

Figure 8. Evolution du commerce de marchandises de l'UE25 avec ses voisins, 2000-04 (%)



(a) Belarus, Ukraine, Moldavia. "Caucasian": Georgia, Armenia, Azerbaijan. (b) Albania and former Yugoslavian countries except Slovenia. (c) Switzerland, Norway, Island. (d) Mediterranean countries from Morocco to Syria. (e) Here : Iran, Iraq, Saudi Arabia, Kuwait. « Commerce » : exports + imports. Source : Eurostat.

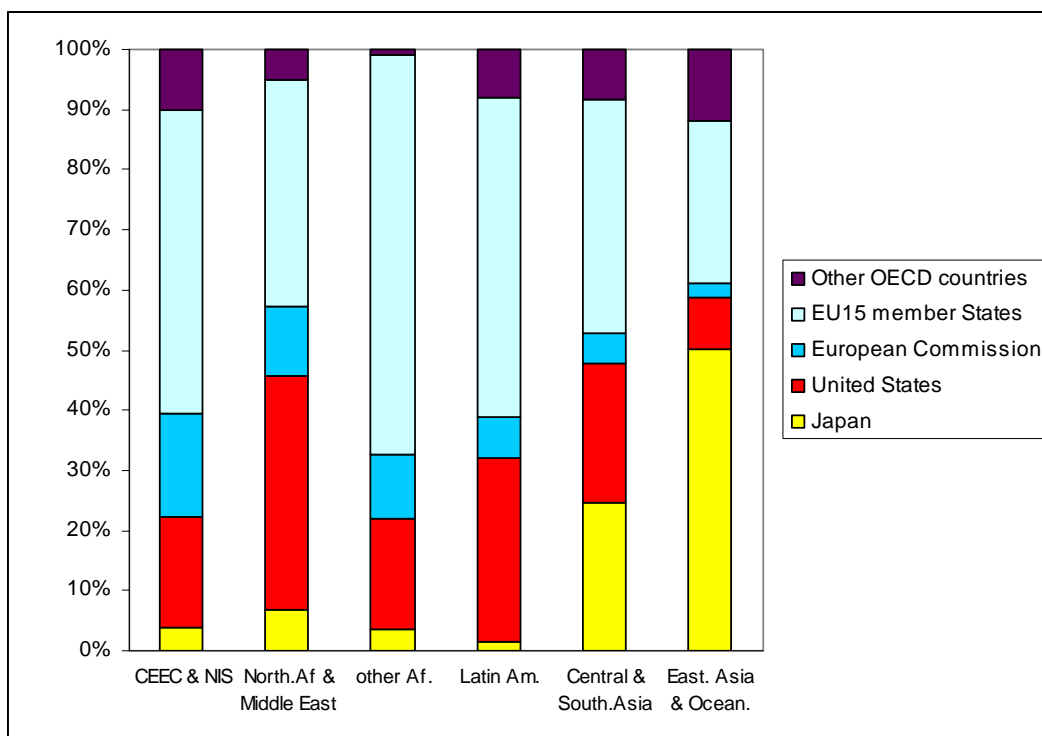
Figure 9. Flux entrants d'IDE, en % du PIB



Note. « W. Europe » : UE15 + Switzerland & Norway (Luxembourg excluded); « 10 NMS » : new member states, Malta excluded. « MEDA » (excl. Gaza & West Bank) : Morocco, Algeria, Tunisia, Egypt, Jordan, Lebanon, Syria. Source : W.B.

Les quinze dernières années ont donc été marquées par un élargissement de l'aire industrielle et commerciale de l'Europe occidentale à ses voisins européens de l'Est proche, mais à un *desserrement* de ses liens avec les pays méditerranéens. Autrement dit, la régionalisation européenne approfondit son modèle « homogène-public », et ne parvient à se rapprocher du régionalisme Nord-Sud ni dans les faits, ni dans les souhaits – ce que montre la géographie de l'aide publique européenne (fig.10).

Figure 10. Aide publique des pays de l'OCDE en 2003 et 2004, répartition par donateurs pour chaque région



Source : Database D.A.C., OCDE / Yann Richard, UMR Ladyss

Références bibliographiques

- Azuelos M., Cosio-Zavala M-E. et Lacroix J-M., dir, 2004, *Intégration dans les Amériques, dix ans d'Alena*, Presses Sorbonne Nouvelle, Paris.
- Banque Mondiale, 2003, « Trade, Investment and Development in the Middle East and North Africa: Engaging with the world », Washington.
- Banque Mondiale, 2005, « Technical Meeting on Measuring Migrant Remittances », Washington.
- Beckouche P. et Richard Y., 2005, *Atlas d'une nouvelle Europe, l'Europe occidentale et ses voisins : Russie, Proche Orient, Maghreb*, Editions Autrement, Paris.
- Beckouche P., 2004, « Les frontières européennes, analyse géographique de la dimension régionale de l'Europe », rapport d'étude pour la Datar, Paris.
- Corm G., 2005, « Coopération et mobilisation des ressources financières pour le développement durable en Méditerranée », Plan Bleu, Sophia-Antipolis.
- Dieter H., dir., 2006, « Report on East Asian Integration », Studies & Research n°47, Notre Europe, rapport pour le Ministère japonais du commerce extérieur.
- Fargues Ph., dir., 2005, « Mediterranean Migration, 2005 Report », Carim, European Commission.
- Ifri, 2002, « Le commerce mondial au 21^{ème} siècle », Paris.
- Jacquet P., Pisani-Ferry J., Tubiana L., 2001, *Gouvernance mondiale*, rapport du Conseil d'Analyse Economique, La Documentation Française, Paris.
- Lee J-S., 2002, « Building an East Asian Economic Community », Les Etudes du CERI n°87, Paris.
- Mashayekhi M. & Ito T., dir., 2005, « Multilateralism and Regionalism. The New Interface », CnuCED.
- Michalet C-A., 2004, *Qu'est-ce que la mondialisation ?* La Découverte, Poche, coll. Essais, Paris
- Pnud, 2002, « Rapport arabe sur le développement humain 2002. Créer des opportunités pour les générations futures », New York.
- Saint Laurent B., Saint Martin C., Jaffrin S., 2006, « Les IDE dans la région MEDA en 2005 », Notes & Documents n°20, AFII, Anima.